

Le Groupe de Puebla pour un modèle solidaire de développement



o

Buenos Aires, 11 février (RHC) Le Groupe de Puebla a lancé aujourd'hui un Manifeste Progressiste dans lequel il propose un modèle solidaire de développement et plusieurs axes et positions pour affronter l'état complexe politique, économique et social du monde.

Né dans à la chaleur de la Ve rencontre l'Amérique Latine a Changé, à laquelle ont participé 70 représentants de 15 pays, le document a 33 points très spécifiques visant à établir des positions et à fournir des outils pour lutter contre les problèmes les plus pressants qui secouent la planète.

Le Manifeste, élaboré par les membres du Groupe, auquel appartiennent les présidents Alberto Fernández, de l'Argentine et Luis Arce, de la Bolivie, neuf autres anciens dirigeants, d'anciens ministres des affaires étrangères, entre autres personnalités, a été élaboré pendant six mois et il fera l'objet d'un débat public, tant au niveau international que par le biais des réseaux sociaux.

Selon le Groupe, en termes économiques, il est envisagé de rétablir le rôle actif et prépondérant de l'État, promouvoir la justice fiscale en mettant en œuvre des impôts directs et progressifs ciblant les grandes entreprises et les acteurs du système financier et la création de valeur des chaînes sociales de production avec des maillons productifs inclusifs.

Parmi les points, le Groupe de Puebla met l'accent sur les urgences sociales de la crise pandémique et demande l'établissement d'un revenu de base solidaire pour la période pendant laquelle se feront sentir les effets de la pandémie en plus d'assumer la santé comme un bien public global en construisant des systèmes universels de santé publique.

Par ailleurs, dans une autre partie du Manifeste, le Groupe de Puebla a appelé à défendre Cuba, le Nicaragua et le Venezuela contre les agressions et les ingérences de puissances ou d'États tiers.

À cet égard, le Groupe souligne que plusieurs pays de la région ont fait l'objet d'actions visant à déstabiliser par l'imposition de blocus, de sanctions économiques et de politiques unilatérales contraires au droit international.

'Ce type de positions anachroniques et caduques sont encore plus graves dans le contexte de la crise sanitaire car elles affectent l'accès au matériel et aux médicaments nécessaires et aux moyens pour endiguer la pandémie', précise le manifeste.

Le Groupe de Puebla a considéré 'ces positions comme des agressions contre les segments les plus vulnérables de nos populations, en plus d'une menace contre le processus d'intégration.

Un autre paragraphe du Manifeste rejette les guerres juridiques (lawfare) et la guerre hybride qui menace le cours des démocraties de la région, en réduisant les droits politiques des plateformes ou partis progressistes.

Cela, contrairement à l'avancée néolibérale, menée par les États-Unis, pour étendre ou maintenir leur domination sur les régions au sud de leur territoire, indique le document.

Les membres du Partenariat expriment également leur appui au multilatéralisme et à la multipolarité, notamment par une réforme du système des Nations Unies visant à le renforcer et par une convergence des mécanismes d'intégration sous-régionale.

« Il est urgent de travailler à un projet politique ayant pour but de sensibiliser et de convaincre les survivants de l'ancien modèle, qu'il existe encore en Amérique Latine et dans les Caraïbes des utopies alternatives possibles. L'utopie possible qui nous réunit aujourd'hui est la construction du nouvel être progressiste latino-américain', souligne le Groupe.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/247376-le-groupe-de-puebla-pour-un-modele-solidaire-de-developpement>



Radio Habana Cuba